

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **300 économistes : « Nous sommes avec la Grèce et l'Europe »**

- International - Europe -

Date de mise en ligne : lundi 9 février 2015

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Trois cents économistes et universitaires, de tous les continents, appellent les gouvernements européens et les institutions internationales à « respecter la décision du peuple grec » et à « engager des négociations de bonne foi avec le nouveau gouvernement grec pour résoudre la question de la dette ».**

*« Nous appelons les gouvernements d'Europe, la commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI à respecter la décision du peuple grec de choisir une nouvelle voie et d'engager des négociations de bonne foi avec le nouveau gouvernement grec pour résoudre la question de la dette.*

*Le gouvernement grec a raison de soutenir qu'une profonde réorientation est nécessaire car les politiques mises en oeuvre jusque là sont un complet fiasco. Elles n'ont apporté ni la reprise économique, ni la stabilité financière, ni les emplois, ni même des investissements directs étrangers. Elles ont abîmé la société grecque et affaibli ses institutions. L'approche suivie fut purement et simplement néfaste, elle n'a permis aucun progrès qu'il conviendrait de préserver. Nous demandons aux partenaires européens de prendre acte de cette réalité qui est à l'origine de l'élection du nouveau gouvernement grec.*

*La Grèce a besoin de mesures humanitaires immédiates, d'un salaire minimum plus élevé, de création d'emplois, d'investissements et de mesures qui permettent de restaurer et d'améliorer les services de bases tels que la santé et l'éducation. Il lui faut se doter d'un système fiscal plus robuste et plus progressif, qui repose moins sur la TVA et soit mieux à même de taxer les revenus et les patrimoines. Le nouveau gouvernement doit aussi combattre, punir et éradiquer la corruption. Pour mener ces politiques à bien et leur donner le temps de démontrer leur efficacité, des marges budgétaires sont nécessaires. En attendant, le pays a besoin du refinancement de la Banque centrale européenne pour stabiliser son système bancaire. Nous demandons aux autorités européennes et aux gouvernements de laisser à la Grèce ces marges budgétaires et de garantir ce refinancement.*

*Le gouvernement grec a raison d'exiger une annulation de sa dette vis-à-vis des partenaires européens. Cette dette est insoutenable et ne sera jamais remboursée quoi qu'il advienne. Il n'y a donc pas de perte économique pour les autres pays et leurs contribuables. Au contraire, un nouveau départ pour la Grèce permettra de relancer l'activité, d'augmenter les revenus et de créer des emplois et bénéficiera ainsi aux pays voisins. Nous demandons instamment aux créanciers de la Grèce de saisir cette chance et d'exposer clairement et honnêtement ces faits aux populations.*

*Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement le sort de la Grèce, mais bien le futur de l'Europe dans son ensemble. Une politique de menaces, d'ultimatum, d'obstination et de chantages signifierait, aux yeux de tous, l'échec moral, politique et économique du projet européen. Nous demandons instamment aux leaders européens de rejeter et de condamner toutes les tentatives d'intimidation et de coercition à l'égard du gouvernement et du peuple de Grèce.*

*À l'inverse, le succès de la Grèce peut indiquer un chemin vers la prospérité et la stabilité en Europe. Il permettrait un renouveau de la démocratie et ouvrirait le jeu électoral à d'autres changements constructifs. Nous sommes avec la Grèce et l'Europe, pour la démocratie et le changement. Les dirigeants européens doivent reconnaître le choix démocratique décisif effectué par le peuple grec dans des circonstances extrêmement difficiles, procéder à une évaluation réaliste de la situation et s'engager sans tarder sur la voie d'une négociation raisonnable. » **Premiers signataires :***

Elmar Altvater (FU, Allemagne) Philippe Askenazy (CNRS, France), Clair Brown (University of California, Berkley, Etats-Unis) Dorothee Bohle (Central European University, Hongrie) Giovanni Dosi, (Pisa Institute of Economics, Italie) Cédric Durand (Université Paris 13, France) Gerald Epstein (UMASS, Etats-Unis) Trevor Evans (Berlin School of Economics and Law, Allemagne) James Galbraith (University of Texas at Austin, Etats-Unis) Gaël Giraud (CNRS,

## 300 économistes : « Nous sommes avec la Grèce et l'Europe »

---

France) Stephany Griffith-Jones (Columbia University, Etats-Unis) Laura Horn (Roskilde University, Danemark) Michel Husson (Attac France) Robert Jessop (University of Lancaster, Royaume-Uni) Steve Keen (Kingston University, Royaume-Uni) Marc Lavoie (Ottawa University, Canada) Tony Lawson (Cambridge, Royaume-Uni) Dimitris Milonakis (University of Crete, Grèce) Andreas Nölke (Goethe University Frankfurt/Main, Allemagne) Dominique Meda (Paris Dauphine, France), El Mouhoub Mouhoud (Paris Dauphine, France) André Orléan (EHESS, France), Henk Overbeek (VU University Amsterdam, Pays-Bas) Mario Pianta (University of Urbino, Italie) Alfonso Palacio Vera (Complutense University of Madrid, Espagne) Anwar Shaikh (New School for Social Research, Etats-Unis) Jacques Sapir (EHESS, France) Robert Wade (LSE, Royaume-Uni)

[La suite des signataires sur le site de Médiapart : 05/02/2015.](#)